GENEVE — Année XXXI - N° 806 - 4 OCTOBRE 1930

LE RÉVEIL ANARCHISTE

REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENEVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX
Le Réveil, N° I. 4662. Genève

Aux camarades

—o—

Il y a une année, nous prenions la décision de l'agrandissement de notre organe. Nous pensions à ce moment-là réunir un fonds de réserve de mille francs avant de la réaliser En réalité, nous l'avons fait dès que le journal se trouva avoir payé son ancienne dette. Mais le déficit de mille francs prévu pour la première année est déjà atteint et dépassé. Des camarades ont lancé, grâce à des dons généreux qui nous ont été faits, une tombola qui, pensons-nous, pourra couvrir les dettes de l'année courante; mais la même solution ne pourra être toujours envisagée et dès lors il s'agit de trouver des moyens ordinaires pour assurer la parution du journal. Il y a un certain nombre d'abonnés et de revendeurs en retard dans leurs paiements parfois depuis plusieurs années. Nous les invitons à se mettre en règle ou tout au moins à nous faire parvenir une partie de leur dette. D'autre part, nous sommes forcés de renoncer à de nombreuses occasions de nous affirmer faute d'argent. Nous n'ignorons pas la crise qui frappe le monde ouvrier, mais précisément elle rend nécessaire une activité plus grande de notre part, et le maintien de notre journal en est la première condition. Que chacun donc fasse de son mieux pour nous venir en aide et assurer la continuité de notre propagande.

Encore les bolchevisants

—o—

De toutes parts nous entendons répéter que seul le socialisme pourra sauver le monde de la crise qui le menace, de ces trois fléaux: chômage, fascisme et guerre. Nous-mêmes l'avons dit, mais précisément pour cela il est indispensable de s'expliquer sur ce que chacun entend par socialisme.

Pour nous, anarchistes, cela ne peut signifier que le retour à la société de tout ce que l'Etat ou n'importe quel accapareur lui ont ravi: richesses naturelles, produits, outillage, bâtiments, fonctions, etc. Nous nous insurgeons donc, d'abord, contre toute confusion entre Etat et société. Marx, lui-même, dans sa brochure sur la Commune de Paris définit l'Etat « une excroissance parasitaire de la société », cherchant à supplanter celle-ci. Il n'en était pas moins resté étatiste et tous ceux qui se réclament de sa pensée le sont avec lui. Ensuite, tout en demeurant les ennemis de tout Etat, il n'est pas sans intérêt pour nous de pouvoir bien fixer la façon dont les partis étatistes se réclamant du socialisme en conçoivent l'évolution.

Nous sommes déjà parfaitement renseignés sur les bolchevistes qui nous offrent comme modèle à admirer un gouvernement absolu, exerçant un pouvoir civil, militaire et économique sans limites et sans contrôle, qu'ils veulent bien baptiser du nom de dictature du prolétariat, alors que le prolétariat à moins à y voir que dans un quelconque gouvernement démocratique, sans compter qu'historiquement la dictature n'était conférée que par le peuple lui-même et pour un temps déterminé, tandis qu'en Russie elle est due à un coup d'Etat, les dictateurs devant se maintenir tant qu'ils ne seront pas chassés.

Le Parti soi-disant communiste a de l'Etat la même conception que le Parti fasciste. Soumission absolue et discipline de fer pour les populations; pas de liberté d'opinion, de propagande et d'association, l'individu devenant la chose de l'Etat qui peut à son gré tout lui interdire ou lui imposer. Le fascisme n'a pas hésité à s'affirmer comme étant la négation des droits de l'homme; le bolchevisme a raillé ces droits considérés comme préjugés bourgeois, tout en élevant de véhémentes protestations contre leur violation partout ailleurs qu'en Russie.

Passons. Il faut savoir gré aux bolchevistes de dire nettement ce qu'ils veulent, leur grand maître Lénine ayant par contre conquis le pouvoir avec un programme menteur d'autonomie, de *self-government*, de libertés, de droits, de suppression de l'armée permanente, de la police et de la bureaucratie privilégiées.

En somme, il y a eu clarification dans le programme bolcheviste, bien que, d'autre part, le plus violent bourrage de crânes soit exercé pour nous présenter la Russie comme un pays particulièrement prospère, réalisant des merveilles jamais vues ailleurs. Le fascisme en fait de même et grand est toujours le nombre de ceux qui continuent à voir en lui le sauveur de l'Italie, le réalisateur de l'ordre parfait, malgré le démenti apporté chaque jour par des malheureux bravant la mort pour s'enfuir de l'enfer fasciste.

De la Russie nous apprenons aussi que tout y est pour le mieux, mais ensuite l'écho nous arrive d'emprisonnements et de fusillades, les services ne fonctionnant pas, des gaspillages inouïs s'étant produits, incurie, désordre et sabotage se révélant un peu partout. Tel ingénieur qui était hier un génie pour avoir collaboré au Plan quinquennal, aujourd'hui que ce plan se révèle irréalisable, même au prix des plus grandes souffrances et misères de la masse, devient un contre-révolutionnaire, un traître, etc. La nouvelle des condamnations à mort arrive en même temps que celle des exécutions. Or, celles-ci ne sauraient se justifier que par des situations désespérées, autrement elles témoigneraient d'une hideuse férocité.

Nous insistons sur tous ces faits, parce que l'homme moyen ou l'homme de la rue, comme on veut bien l'appeler, met dans un même sac socialistes, communistes, anarchistes, etc., engendrant une confusion contre laquelle nous ne réagirons jamais assez.

—o—

Mais de tous les confusionnistes les pires sont les bolchevisants de la social-démocratie. Chaque jour vous les voyez s'indigner parce que tout le monde ne s'entend pas avec la dictature russe, comme un Mussolini quelconque. La chose est plaisante parce que ces protestaatires ne sont pas encore arrivés à s'entendre eux-mêmes avec Moscou dont le concours serait indispensable. Ils dénoncent le mauvais vouloir bourgeois, alors qu'eux, avec la meilleure volonté du monde, n'ont pas davantage pu se lier avec ces messieurs du Kremlin.

La contradiction ne s'arrête pas là. Toute atteinte au droit de réunion, de grève, d'association, ou à la liberté de parole, de presse, de manifestation est dénoncée chez nous comme acheminement à la dictature, au fascisme. Ce qui est parfaitement vrai, mais alors pourquoi ne pas protester avant tout contre l'Etat soi-disant prolétarien qui se glorifie tout particulièrement de son caractère dictatorial, du fait de ne pas tolérer la moindre opposition? Il y aurait donc une morale politique qui s'appliquerait à tout le monde, Russie exceptée, des droits et libertés à faire reconnaître et respecter partout, sauf dans le pays qui nous est présenté comme ayant réalisé l'émancipation intégrale des travailleurs!

Continuons. Nos bolchevisants se préoccupent beaucoup à Genève de la rentrée des impôts, de l'équilibre budgétaire, de l'amortissement de la dette publique, etc., mais ils conseillent aux socialistes allemands de ne pas s'en soucier et souhaitent qu'ils « ne se transforment pas en sauveurs de la bourgeoisie capitaliste ». Comment expliquer deux attitudes aussi opposées?

Ce n'est pas tout. Dans l'article de commentaire aux élections allemandes, il est nettement conseillé par le *Travail* aux socialistes et communistes de s'unir pour implanter la dictature. C'est un conseil bon tout au plus pour servir de justification à un coup d'Etat fasciste. La démocratie est-elle à sauvegarder, à développer, à réaliser dans les faits ou à supprimer? La question a son importance, même pour nous qui n'admettons, certes, l'absolutisme de n'importe quelle minorité, mais qui ne croyons pas non plus à un droit de la majorité sur la minorité. Comme en matière religieuse, il serait absurde d'imposer la croyance de la majorité, il ne l'est pas moins en matière économique ou politique. Liberté de propagande, d'association pour tous et les méthodes donnant les meilleurs résultats ne manqueront pas d'être au fur et à masure adoptées par le grand nombre, quitte à les perfectionner toujours plus. Nous concevons la réalisation de tous les progrès sociaux comme celle des progrès scientifiques sans intervention gouvernementale, sans gendarmes !

Bien que la mentalité démocratique ne soit pas la nôtre, ce n'est pas sans une réelle inquiétude que nous la voyons remplacer par celle ouvertement dictatoriale. La négation ouverte des droits de l'homme et des tentatives faites au cours du « stupide XIXe siècle » pour les réaliser toujours plus est le fait le plus caractérisé de réaction et nous aurions grand tort d'y assister indifférents, d'autant plus qu'un parti soi-disant communiste se réclamant de l'émancipation intégrale des travailleurs prétned pouvoir tout à son aise et pour une période indéterminée anéantir tout droit de la personne humaine.

Voici que les bolchevisants paraissent leur donner entièrement raison, la division ne persistant que par le fait que tout le monde ne peut être dictateur à la fois. Les bolchevistes revendiquent un droit de préséance et les bolchevisants le fait d'avoir plus de suiveurs.

Equitation

ROME, 24 septembre. — Des membres de la presse romaine, accompagnés par le chef de bureau de la presse, par le premier ministre, par le gouverneur et par les autorités, se sont rendus à la villa «Torlonia», résidence du Duce.

Dans le parc de sa villa, M. Mussolini exécuta, en présence de ses visiteurs, plusieurs exercices éqnestres, puis il descendit de cheval en s'écriant:

« Maintenant, allez donc dire que je suis malade ! »

Commentaire fasciste

—o—

Que de fois n'avons-nous pas répliqué à ceux qui prétendaient ne voir dans le fascisme qu'un « phénomène italien », ne pouvant guère se reproduire ailleurs, qu'au contraire à moins d'un esprit de vigilance, de décision, d'audace aussi de la part des travailleurs, il était à craindre de le voir gagner l'un après l'autre tous les pays, et cela malgré le fait que tout le monde peut constater aujourd'hui que Mussolini, au lieu de sauver l'Italie, l'a ruinée financièrement et moralement. Avec le fascisme, il se produit ce que les anarchistes n'ont cessé de prévoir et contre quoi ils ont mis en vain les socialistes légalitaires en garde, à savoir que si jamais l'action légale du socialisme pouvait gêner ou inspirer des craintes à la bourgeoisie, celle-ci aurait recours à l'illégalité, au coup d'Etat ou au *pronunciamento* militaire, pour supprimer toute garantie constitutionnelle et faire retour à l'absolutisme.

Voici qu'en Allemagne le fascisme obtient un succès électoral autrement grand que celui qu'il n'a jamais pu obtenir en Italie, avant d'être au pouvoir et de supprimer en fait les oppositions. Les dernières élections sous le régime libéral, en mai 1921, bien que la violence fasciste se fût largement exercée, n'avaient donné au fascisme qu'une trentaine d'élus. En Allemagne ils en ont trois fois plus.

Chacun sent fort bien que l'Allemagne aussi peut maintenant tomber sous une domination fasciste, d'autant plus que les travailleurs y sont divisés comme partout ailleurs. Mais comme il n'est plus possible, même pour les bourgeois, de se faire des illusions sur les bienfaits d'une dictature fasciste, nous apprenons que des milliards de billets et de valeurs ont été transférés banques allemandes à l'étranger.

M. Mussolini, dans son *Foglio d'Ordini* (Feuille d'ordres), journal officiel rédigé en grande partie par lui, a commenté ainsi les élections allemandes:

Les générations du XXme siècle se passionnent pour les deux seuls systèmes politiques nouveaux existants: le fascisme et le bolchévisme. L'alternative se présente à l'horizon avec un relief de plus en plus net et dramatique.

Les élections du 14 septembre qui se sont déroulées sous le signe de Hitler le confirment. L'Allemagne va choisir et dans l'attente, elle a montré sa face tourmentée et ferme, son esprit profond et indomptable.

Y a-t-il encore quelqu'un qui rêve de pouvoir l'anéantir? Y a-t-il encore quelqu'un qui croit que le plan Young aura son échéance exactement en 1988 et que les traités dureront éternellement?

L'impétueuse reprise nationale de l'Allemagne nous intéresse; l'hypothèse avancée çà et là d'une aventure communiste ne nous effraie aucunement; l'Italie fasciste ne s'illusionne pas, ne fait pas de prévisions, mais se prépare.

Ce langage enveloppé, qui prétend dire beaucoup et ne dit en somme rien, si ce n'est des inexactitudes ou des contre-vérités, mérite quelques commentaires.

Fascisme et bolchevisme n'ont comme partisans qu'une petite minorité même respectivement en Italie et en Russie. La grande majorité des humains ne s'en tient évidemment pas à cette alternative. En Allemagne aussi deux tiers des électeurs, sans compter les abstentionistes, n'ont rien voulu savoir de la fameuse alternative.

Les deux soi-disant systèmes politiques n'ont rien de bien nouveau et représentent une tentative de retour à l'absolutisme destinée à échouer dans un temps plus ou moins long; en attendant, fascisme et bolchevisme, au lieu des miraculeux résultats escomptés, n'ont produit que d'épouvantables crises.

Personne n'a jamais songé à anéantir l'Allemagne, si ce n'est Mussolini lui-même, au moment de la polémique concernant le Tyrol. La cour qu'il fait aujourd'hui aux Allemands, après les avoir grossièrement injuriés, de même que l'argent versé aux bandes de Hitler ne lui serviront à rien.

Quant à l'impétueuse reprise nationale, si jamais elle venait à se produire, elle pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'impérialisme fasciste.

Mais tout cela n'est que de l'odieuse politicaillerie qui, hélas! pourrait encore coûter aux peuples des misères et du sang, sans toutefois que l'alternative ne demeure éternellement la même: autorité ou liberté. Et l'idée de liberté, nul ne pourra jamais la supprimer.

Un aspect de la morale

Causerie

—o—

L'une des objections qui nous est faite le plus souvent est celle-ci:

— Votre propagande est incomplète; vous oubliez trop la question morale, pour ne voir que la question économique. Ne voyez-vous pas des hommes, pour lesquels la question du bien-être matériel ne se pose plus, grâce à l'aisance dont ils jouissent, et qui sont néanmoins immoraux? Et comment concevoir que le pauvre monde puisse réaliser dans l'état d'infériorité où il se trouve, une vie plus élevée sans un profond bouleversement de ses mœurs?

Nous allons examiner ces objections à un point de vue humain, très humain, je n'ai nule envie de discuter de la divinité, toujours indéfinie et inexplicable. C'est, paraît-il, le bien suprême, mais je vous assure que je n'ai jamais regretté d'en être entièrement privé. Je ne jalouse pas ceux qui le possèdent et ne réclame pas une nouvelle carte, comme celles de la période de guerre, pour que chacun ait sa part de bon dieu. Que les accapareurs s'en donnent donc à cœur-joie.

Définition de la morale.

Tout d'abord, expliquons-nous sur ce qu'il faut entendre par morale, et donnons-en une définition. Toute définition est arbitraire, en somme, mais elle sert de point de repère. L'étymologie même du mot va nous donner une première explication: c'est en effet du mot *habitudes, actions répétées*, en latin *mores*, que vient le mot *moral* et toute sa famille, nous dit Volney. Nos actions répétées, nos habitudes constituent donc notre morale; il s'egit d'en avoir de bonnes.

Cherchons alors des points sur lesquels nous puissions être tous d'accord. Les bonnes habitudes nous sont données par la science, la tempérance, le courage, l'activité et la propreté.

L'homme doit chercher constamment à toujours plus s'instruire, à satisfaire tous ses besoins sans excès, à développer la force du corps et de la pensée, à contribuer de son mieux à la production, et enfin à être propre. Arrêtons-nous à ce dernier point.

Propreté et morale.

Le progrès est en grande partie un passage de la saleté à la propreté matérielle. Volney nous dit:

...la plupart des anciens législateurs avaient fait de la propreté, *sous le nom de* pureté, *l'un des dogmes essentiels de leurs religions; voilà pourquoi ils chassaient de la société et punissaient même corporellement ceux qui se laissaient atteindre des maladies suites de la malpropreté, pourquoi ils avaient institué et consacré des cérémonies d'*ablutions, *de* bains, *de* baptêmes, *de* purifications *même par la flamme et par les fumées aromatiques de l'encens, de la myrre, du benjoin, etc., en sorte que tout le système des souillures, tous ces rites, des choses* mondes *et* immondes, *dégénérés depuis en abus et en préjugés, n'étaient fondés à l'origine que sur l'observation judicieuse que des hommes sages et instruits avaient faite de l'extrême influence que la propreté du corps, des vêtements et de l'habitation exerce sur la santé, et, par une conséquence immédiate, sur l'esprit et les facultés morales.*

Nous ne saurions plus manger des ordures, ni vivre dans des cavernes, nous entasser dans une promiscuité répugnante, ni nous résigner à la vermine, être déguenillés. Tout cela nous fait honte, non pas parce que nous craignons les flammes de l'enfer ou les pénalités de la loi, mais parce que nous ne pouvons plus normalement nous y habituer.

Réponse à une objection.

Permettez-moi de répondre ici à l'une des objections à l'idée d'une société sans maîtres: « Mais, nous dit-on, qui balaiera les rues, qui fera les travaux de vidange, etc. »

S'il y a une entente qui sera vite réalisée, c'est précisément celle pour la propreté. Personne ne veut vivre dans une rue sale, se résigner à des escaliers poussiéreux, puants, etc., à moins d'y être forcé par la misère.

Il y a dans ce besoin si simple, si naturel et universel de la propreté une grande partie de la morale. Et elle résulte non pas de menaces, de contraintes, de règlements, mais d'habitudes dont on ne peut plus se défaire, une fois acquises.

Je crains ici d'être interrompu par nos farouches moralistes, indignés de me voir par trop simplifier les chosse:

— Vous n'allez pourtant pas ramener la morale à une question de poubelles ,de voirie, de vidange, d'assainissement.

Eh! bien, âmes éthérées, c'en est là l'une des bases indispensables. Et si demain vous pouviez d'un seul coup faire disparaître dans cette bonne ville de Genève tous les taudis, toutes les promiscuités, toutes les malpropretés, toutes les vermines, la morale y gagnerait bien davantage qu'à toutes les prières et actions de grâces de la foi la plus robuste.

Morale et loi.

La morale est la propreté du corps et de l'esprit. Et je dis qu'il n'y a pas de véritable morale lorsque cette propreté de l'esprit n'est pas aussi spontanée que celle du corps, des vêtements, de l'habitation, de la nourriture, etc. Le bien, autrement dit tout ce qui tend à conserver et perfectionner l'homme, ne saurait être fait que par habitude, par besoin. Décréter, imposer l'amour, l'entr'aide, la générosité, le dévouement, est bien la chose la plus absurde que l'on puisse concevoir; tout cela ne saurait être déterminé chez l'individu que par la vie sociale à laquelle il participe. Aussi bien la loi ne prétend pas imposer le bien; elle se borne à défendre le mal, c'est-à-dire tout ce qui tend à détruire et à détériorer l'homme.

Mais elle n'y réussit guère, puisque le nombre des crimes ne diminue pas, ou si diminution il y a, il faut en rechercher ailleurs la cause. Ainsi plus la misère est grande, plus la criminalité l'est aussi, voilà une vérité incontestable.

Nous avons des magistrats de l'ordre judiciaire, chargés de faire triompher la morale; mais ces messieurs seraient bien embêtés si criminalité et chicanes venaient à disparaître. Et ces officiants du temple de la justice ne peuvent que se dire: Pourvu que ça dure!

Charger de faire disparaître un mal quelqu'un qui commence à en vivre, n'est peut-être pas l'idée la plus pratique. Cherchons donc autre chose.

La misère immorale.

Etre moral, c'est être propre. Pour réaliser la propreté matérielle, nous voyons de suite la nécessité d'accomplir une grande révolution économique. Habitation, habillement, alimentation, ameublement, locaux industriels, etc., tout cela doit subir un grand développement en même temps qu'une grande transformation inconcevable ou du moins désespérément lente avec l'ordre établi. Pour que tout serve enfin réellement à tous, il faut que l'ensemble des richesses, soustraites à la spéculation privée, devienne propriété commune à gérer et à employer par la communauté.

Rien n'est plus immoral que d'avoir faim, de loger dans un taudis, d'être en guenilles, de trimer comme une brute, d'être réduit à un état perpétuel d'infériorité. Mais l'alcoolisme, la débauche, l'oisiveté, qu'en faites-vous? Vous vous taisez prudemment. Eh! bien, non, je ne me tais pas. Vous ne prétendez pas pourtant, moralistes dilettantes, que ceux qui se trouvent plongés dans un véritable enfer acquièrent des vertus paradisiaques! Cherchez d'abord à tout prix à les en sortir.

C'est là la question troublante, passionnante, poignante. Et pour la résoudre tout doit être mis en œuvre . Il y a beaucoup trop de privilèges encore. La première mesure morale est de les faire disparaître. Il faut un milieu de propreté matérielle pour y faire correspondre un milieu de propreté morale. Dois-je rappeler la phrase de Favon: «Le café c'est le salon du pauvre!» Que signifie-t-elle, sinon que l'ouvrier faute d'un intérieur agréable, s'en va au café? C'est un succédané, un *Ersatz*, pour employer le mot allemand devenu célèbre.

Votre communisme, votre révolution est donc la véritable panacée? Non, c'est uniquement le terrain solide sur lequel il me paraît possible de bâtir la cité de l'avenir, voilà tout.

L'oisiveté.

A ma dernière causerie, un contradicteur s'est plu à insister sur l'oisiveté. Vraiment le moment est mal choisi. Nous voyons la classe ouvrière, après avoir fait, au cours de longues années, de la diminution des heures de travail son cheval de bataille, réclamer aujourd'hui de la terre pour la cultiver! Et une première journée finie, en commencer volontairement une autre. Mais, dira-t-on, les ouvriers y sont forcés pour manger. Croit-on alors que cette nécessité de manger viendrait à cesser avec le communisme? Et si elle persiste, je ne vois vraiment pas l'utilité d'une autre contrainte que celle des nécessités vitales elles-mêmes. Non, nos cultivateurs improvisés travaillent d'autant plus de bon cœur qu'ils se disent que le produit leur reviendra intégralement. Faites que demain il en soit ainsi pour l'ensemble de la production et évidemment l'activité de tous et de chacun ne pourra que s'accroître. Ces milions de paysans de Russie qui réclament avec autant d'insistance la terre, est-ce pour s'endormir dessus, en attendant d'être mis entre quatre planches dessous, ou pour la travailler, en tirer le maximum de produits possible?

Vraiment plus je tourne et retourne certaines objections en les confrontant avec les faits de chaque jour et plus je me convaincs de leur inanité.

Peuple et morale.

La conviction de l'immoralité populaire est si ancrée dans certains esprits qu'ils ne voient toujours d'autre remède que dans un renforcement de l'autorité. Vous avez beau leur démontrer que cette autorité est en somme la source de nos plus grands malheurs. Ils ne verront dans tout cela qu'une question de changement de personnes, sans se dire que nous en avons déjà pas mal changé, sans résultat appréciable.

Nos adversaires posent la question de la façon la plus contradictoire. En effet, d'une part, ils affirment que les hommes sont incapables de se gouverner eux-mêmes; d'autre part, il y a toutefois des hommes extraordinaires à même de se gouverner et qui plus est de gouverner les autres dans un intérêt altruiste et nullement personnel.

Eh! bien, c'est le système gouvernemental exigeant ces subordonnés qui évidemment est faux, alors que chacun de nous livré à lui-même ne fût ce que par le fait de tenir à sa peau ne songerait certes pas de sitôt, par exemple, à partir en guerre.

Mais, c'est devenu presque une règle, chez beaucoup qui condamnent le monde actuel avec parfois plus de véhémence que nous-mêmes, d'aboutir aux déclarations les plus désespérées et désespérantes, bien propres à servir en somme d'argument au parti de la conservation de nos tristes institutions.

Arguments sceptiques.

Ainsi dernièrement un article paru dans un journal de notre ville parlait de

ceux qui s'en vont, à tout propos, prêchant la révolution; cette révolution générale à laquelle on croit juste autant qu'à la Société des nations.

Pour nous la révolution est notre seul propos, car nous ne voyons de solution possible en dehors d'elle. Et à cette révolution nous croyons fermement, n'en déplaise à toutes les âmes déçues. Quant à la société des nations, ou pour mieux dire des peuples, elle se constituerait pour ainsi dire spontanément, une fois les Etats disparus avec la domination capitaliste.

Ecoutons le reste:

Car ce n'est pas le tout de faire la révolution. Il faut, si on veut la faire, qu'elle soit consciente et raisonnée. Détruire ce qui est mauvais est bien. Reconstruire ce qui est beau et utile est mieux. Or c'est là précisément que commence la difficulté. Car s'il serait, dans certains grands centres, relativement facile de réunir un groupe d'énergumènes, disposés à jeter des cailloux dans les vitres, voire à piller quelques boutiques, il est infiniment plus difficile de trouver une douzaine d'hommes résolus et conscients capables d'organiser une société sur des bases meilleures que la nôtre, ce qui ne serait pas trop difficile, cependant.

Les révolutionnaires ont répété assez souvent que la révolution ne consistait pas dans les quelques épisodes de la rue qui l'accompagnaient, mais dans la transformation avant tout du régime économique. Et nous sommes convaincus que cette transformation ne s'opérera pas par une douzaine d'hommes providentiels — toujours le préjugé gouvernemental! — mais par les masses elles-mêmes, faisant de tout atelier, usine, chantier, laboratoire patronal une société de producteurs égaux travaillant au profit de la communauté.

Puisque vous dites que ce ne serait pas trop difficile d'organiser une société sur des bases meilleures que la nôtre, pourquoi décourager le peuple de toute tentative?

Reproches aux travailleurs.

Ecoutons les raisons données:

Malheureusement, cette belle et grande internationale nous paraît éloignée encore, elle aussi. Comment admettre un effort sérieux, raisonné, un effort de bonne volonté mutuelle, chez ces peuples qui ont consenti à se laisser conduire les uns contre les autres, chez ces travailleurs qui, lorsqu'ils ne sont pas dans les tranchées, — où les conduisit peut-être la crainte du gendarme — sont dans les usines de guerre, où ne les amena certainement que l'appât du gain?

Tout le monde, à part quelques rares anarchistes fort décriés, avait enseigné aux peuples qu'une autorité est nécessaire et partant qu'il faut lui obéir.

Comment vouliez-vous qu'à la déclaration de la guerre les foules se soient tout à coup avisées de se révolter Cette révolte n'avait été prévue et conseillée que par quelques anarchistes, tandis que tous — entendez bien — tous les congrès socialistes nationaux et internationaux avaient décidé en cas de guerre d'en rejeter la responsabilité, de tout faire pour l'empêcher, de s'entremettre pour la faire cesser, etc., mais en attendant de marcher. Et nous étions restés seuls à dire: Si la guerre éclate, eh bien, nous ne la ferons pas, voilà tout.

Le mal du peuple.

Les peuples, au fond, ne sont pas si immoraux qu'on veut bien le dire, leur grande faute est d'obéir, faute terrible, mais cette obéissance peut prendre fin. Et c'est précisément à quoi nous visons avant tout.

C'est une habitude mauvaise qui m'a vent révolté, celle de condamner définitivement le peuple. Loin de moi de vouloir le flatter, mais en somme ou se renfermer dans un scepticisme commode, ou lui faire confiance. Et pourquoi la lui refuserions-nous?

C'est que les uns vont dans les tranchées, les autres dans les usines de guerre? Mais n'est-il pas évident qu'ils y vont uniquement parce que forcés? La crainte du gendarme, qui n'est pas toujours vaine, celle du poteau d'exécution, ou d'être affamé, qui l'est encore moins, les y poussent. Et fût-ce même le simple appât du gain, n'oublions pas que ce gain représente la somme plus ou moins grande de vie concédée à eux et à leurs familles.

La constatation des contradictions dans lesquelles se débat le peuple, plus que son immoralité prouve que c'est vain de chercher l'issue ailleurs que dans la révolution. Et l'affirmation de Jules Destrée apparaît toujours plus vraie: *La légalité est sans issue.*

Les moralistse qui après avoir prêché de tout temps le respect de l'autorité, dénoncent aujourd'hui dans ce même respect une immoralité viennent donner raison aux anarchistes. Ce qui ne les empêchera d'ailleurs pas d'approuver toute répression de n'importe quelle tentative de révolte de notre part.

Education, oui, mais...

Ecoutez cette autre affirmation:

En réalité, tout, tout semble à refaire dans l'éducation des masses. Que signifient quelques beaux discours dans des réunions, quelques beaux articles dans des feuilles de propagande, quelques belles résolutions votées à l'unanimité, dans un moment d'enthousiasme sans lendemain? Tout cela, autant en emporte le vent.

Refaire l'éducation? Très bien, dans la mesure de nos forces nous l'essayons aussi. Mais l'éducation résulte avant tout de la vie qu'on mène, et si cette vie est une vie d'esclaves, les résultats que nous pouvons en attendre sont fort limités. La conception d'un progrès régulier est très erronée. l'humanité avance cahin-caha et le peu qu'elle conquiert, c'est surtout à la révolution qu'elle le doit.

Pourquoi ne reconnaîtrions-nous pas à la bourgeoisie le mérite d'un merveilleux développement scientifique et industriel? Elle a multiplié les forces, les richesses et les valeurs humaines; il s'agit à présent de rendre utiles à tous les résultats de sa civilisation, d'en faire le départ d'une nouvelle; de clore par une révolution l'évolution capitaliste ayant abouti au cataclysme de la guerre, pour inaugurer une nouvelle évolution, celle qui se proposera enfin un but de libération et non plus de domination universelle; celle qui aura à sa base l'entente au lieu de la lutte pour la vie, l'égalité dans la diversité, l'indépendance dans la solidarité.

Servitude morale.

L'une des formes les plus dangereuses de l'immoralité est de faire une chose uniquement parce qu'elle nous est commandée, lors même qu'elle est contraire à tout intérêt, à toute justice, à toute honnêteté, si bien que nous finissons par tout sacrifier dans un inconcevable aveuglement à ce dont nous n'attendons rien qui nous soit profitable.

Déjà au XVIe siècle, Etienne de la Boëtie s'était insurgé contre ce qu'il appelait justement notre *servitude volontaire*, à savoir notre soumission irraisonnée à l'autorité. Et il poussait un cri de révolte contre la résignation, la passivité, l'obéissance. Répétons-le, après quatre siècles. Nous avons vu des horreurs, des infamies, des crimes, plus grands que ceux du temps de La Boëtie, toujours grâce à cette chose abominable: le respect quand même du maître. C'en est assez avec la servitude volontaire! Sachons donc enfin dire non à la tyrannie, et devenons des hommes travaillant sans cesse au triomphe de leur humanité.

1918. L. B.

Fascisme et bourgeoisie

—o—

Le Petit Niçois, *sous la signature de Pierre Rocher, publie une enquête sur l'Italie fasciste, qui prouve comment même des hommes animés d'un esprit d'impartialité peuvent se tromper. Qu'on lise ce passage:*

Le fascisme, selon l'expression d'un Milanais, pratique à l'égard de la classe ouvrière « la politique du ventre ». Qui ne sort pas du cadre tracé, qui considère que la politique est le privilège du gouvernement, est certain de manger. Non seulement on donne du pain, mais on donne les jeux. Chaque usine, chaque atelier de quelque importance a sa salle de lecture, son terrain de football, parfois sa piscine. Les frais en incombent aux patrons.

Ceux-ci sont discrets. Apparemment très attachés au régime, ils dissimulent mal leur mécontentement. C'est en vain que j'ai cherché un fasciste enthousiaste parmi les gens d'esprit rassis. Les « purs » eux mêmes, lorsqu'ils ont fermé leurs portes et leurs fenêtres, ont de la mauvaise humeur à épancher.

— Nous traversons, m'a dit un industriel de Milan, une crise très grave. Les statisques officielles annoncent 400,000 chômeurs, mais elles sont inexactes. On ne compte plus ceux qui sont sans travail depuis trois mois. On peut donc, sans exagération, estimer qu'il y a actuellement en Italie 800,000 hommes sur le pavé.

— De quoi vivent-ils?

— Des syndicats leur accordent des secours. Le gouvernement va les employer à des travaux publics. D'ailleurs, l'ouvrier italien est très sobre. Il sait se priver. Beaucoup de gens que vous rencontrez, ne mangent qu'une fois par jour.

« La situation des autres n'est guère plus brillante. Ils travaillent deux, trois et quatre jours par semaine. Dans la banlieue de Milan, des fabriques de chapeaux, d'une renommée mondiale, viennent de fermer. Le gouvernement fait l'impossible pour empêcher ces fermetures. Il n'y réussit pas toujours.

« On compte quotidiennement à Milan une douzaine de faillites. De janvier à juin, le chiffre avoué de faillites, pour l'Italie, est de 6221. Il est faux. On ne paie pas. Il y a plus d'un million d'effets protestés. Interrogez vos Chambres de commerce françaises de Milan, de Turin. On n'y fait que du contentieux.

— Les causes de ce marasme?

— Elles sont multiples. Il y a une situation européenne défavorable. En Italie, la crise se fait sentir depuis deux ans. Elle s'est considérablement accentuée en quelques mois.

« La stabilisation de la lire à 90, par rapport à la livre sterling, a été une erreur. Nous nous sommes fermés la plupart des marchés et la conversion a été effroyablement coûteuse.

« D'autre part, notre budget est grevé lourdement par des travaux somptueux (autostrades, voies de chemin de fer, bonification des terres, travaux édilitaires, gares, urbanisme), entrepris par une politique de propagande que nous considérons, nous comme une « poudre aux yeux » ruineuse. Trop grand, trop beau, trop cher pour une nation qui n'a pas d'argent à gaspiller.

« Nous entretenons deux armées, nous avons des dettes et le régime n'a pas mis fin aux spéculations ou ristournes scandaleuses. Certains affirment qu'il les favorise.

— Peut-on prévoir les conséquences politiques de cette crise?

Mon interlocuteur hésite un peu.

— En principe, nous sommes tous fascistes.

— Oui, mais en fait?

Il rit.

— Le fascisme nous a sauvés du communisme ou, plus exactement, du parlementarisme stérile. Nous lui en savons gré. Il veut la grandeur de l'Italie. La classe ouvrière lui doit de profondes réformes sociales. Elle a même été particulièrement favorisée.

— Ce qui veut dire que les mécontents sont de l'autre côté?

— La plupart d'entre nous se sont trompés grossièrement sur le fascisme, ce qui explique certaines erreurs d'optique des étrangers. En France, on continue de croire que le fascisme est un régime de force au service du patronat et du capital, pour mâter les ouvriers. Ce n'est pas tout à fait ça, même ça serait plutôt le contraire.

L'industriel s'anima.

— La main-d'œuvre, en Italie, avant 1922, était bon marché. Aujourd'hui, elle est chère. Un industriel n'est plus libre de congédier son personnel. Le gouvernement intervient. C'est lui qui fixe les salaires. Les charges sont grosses. Pour 45 ouvriers, et rien que pour les assurancse sociales, je paie 10,000 lires.

«« A tout instant, lorsqu'il s'agit de construire une gare, un hôpital, une route, on se tourne vers nous. On nous demande des contributions extraordinaires. Celui qui résiste est exproprié.

« J'ai des amis, dont la tête est un peu montée, qui voient là des méthodes bolchevistes ou tout au moins du marxisme poussé.

Que le patronat aussi ait fini par y perdre avec le régime de l'aventurier Mussolini, nous voulons bien l'admettre, mais que les ouvriers y aient gagné quoi que ce soit, voilà qui est absolument faux.

En fait de politique du ventre, Mussolini n'a fait que demander continuellement aux ouvriers et paysans de se serrer la ceinture, toujours désespérément trop large.

Les chiffres ne sont pas une opinion, disent les Italiens, et si M. Rocher avait pris la peine de les consulter, il aurait pu constater que la lire se trouvant au même cours ou peu s'en faut qu'actuellement, les ouvriers gagnaient avant le fascisme le double d'aujourd'hui.

Pour ce qui concerne travaux publics, bonifications, urbanisme, etc., le fascisme n'a rien fait non plus d'extraordinaire, si ce n'est les voleries immenses auxquelles se sont livrés ses chefs à travers les emprunts et adjudications. Ici encore les chiffres prouvent que sous le régime précédent le total ordinaire des travaux publics, sauf pendant les années de guerre, n'était guère inférieur à celui du budget fasciste.

Le Bureau International du Travail a constaté officiellement que les salaires fixés par les corporations fascistes sont parmi les plus bas de l'Europe. Que les patrons italiens les trouvent encore trop élevés, cela prouve que le système fiscal, douanier, financier de l'Italie a été tout simplement ruineux pour tout le monde, sauf pour les requins en chemise noire.

Quant aux fameuses assurances sociales fascistes, elles ne vous assurent certes pas contre la misère la plus noire. Se renseigner auprès des malheureux qui chaque jour fuient l'enfer fasciste au prix des pires dangers.

M. Pierre Rocher, après avoir entendu les affirmations patronales, aurait dû les contrôler auprès des ouvriers. Il aurait appris ce qu'ils pensent des « profondes réformes sociales » dont ils ont été gratifiés.

Que les méthodes fascistes s'apparentent aux méthodes bolchevistes, il n'est pas possible de le contester, mais le « marxisme poussé » ou non n'a rien à y voir.

Ce qui apparaît bien certain est uniquement que le fascisme a ruiné l'Italie, et dans cette ruine toute la bourgeoisie moyenne et une partie même des industriels, agrariens et banquiers ont été entraînés à la suite du prolétariat. Le fait est assez significatif pour bien le souligner.

Le Fordisme

—o—

Il fut un temps, très récent d'ailleurs, où le fordisme nous était présenté ni plus ni moins que comme la solution de la question sociale, alors qu'il ne s'agissait que d'une système raffiné et brutal tout à la fois d'exploitation. Mais il a fallu bientôt déchanter et, après tant d'autres, voici ce qu'écrit en résumé un correspondant de La Sentinelle *de La Chaux-de-Fonds:*

Au point de vue sanitaire, le correspondant en question a été appelé à constater que si une propreté exemplaire règne pour le matériel, elle ne s'étend pas aux ouvriers qui sont obligés de suspendre leurs vêtements dans le local même où ils travaillent et où tourbillonnent toujours de la poussière métallique et des impuretés.

Rien n'est fait, en outre, pour procurer à l'ouvrier un peu d'aise pour le repas du milieu du jour, qui se prend à l'usine. Il n'y a pas de salle à manger spéciale, mais les ouvriers doivent s'asseoir sur des chars libres, à côté de machines bruyantes soulevant la poussière et avaler leurs aliments à la précipité, une bonne partie du temps disponible se passant à attendre leur repas au stand de ravitaillement.

Au point de vue social, on peut se demander quelle est la situation du prolétaire dans ce « paradis industriel »? Quelles sont les mesures prises quant à la sécurité et le bien-être des ouvriers?

Le cicérone accompagnant l'enquêteur, à qui la question était posée, répondit avec un haussement d'épaules que « Ford ne faisait pas la charité », ce qui veut dire, en vérité, que chez lui il n'y a aucune sollicitude sociale. Les organisations fondées dans ce but, il y a quelques années, n'existent, paraît-il, plus, elles ont disparu au moment où a commencé la dangereuse lutte de concurrence avec la General Motors.

Dans la seconde moitié de l'année 1927, des milliers de familles d'ouvriers des usines Ford tombèrent à la charge de l'assistance publique et perdirent les acomptes versés pour le paiement de leur maison familiale, dont l'ancien « Département social » de Ford encourageait l'achat! Il en fut de même des meubles, et les économies réalisées furent saisies sans pitié.

Au point de vue syndicaliste, Ford n'engage que des ouvriers ne faisant partie d'aucun syndicat. Il appelle cela la séparation de la lutte organisée entre patrons et ouvriers. Son personnel doit venir à lui par « goût du travail » et doit participer à la prospérité de la semaine de cinq jours. Mais cette situation idéale ne figure que sur le papier, car depuis l'automne dernier, alors que se produisit la dépression dans l'industrie automobile, le matin même du premier jour de crise les ouvriers furent renvoyés sans autre.

Que signifie dans ces conditions le fait que le 73% des ouvriers de Ford possède une maison et que le 75% roule en automobile, du moment qu'ils doivent mettre leur bien en gage et que dans beaucoup de cas ils doivent recourir à une caisse de charité privée, à laquelle ils devront rembourser, dans les temps meilleurs, les sommes à eux avancées. On doit donc considérer ces avantages comme illusoires.

En réalité, nous dit le correspondant de *La Sentinelle*, une insécurité constante plane sur la vie des ouvriers américains. La lutte pour l'existence arrive à en faire parfois des créatures sans scrupule. L'âpreté dans les affaires, l'appât du gain sur chaque chose, l'emploi matériel de toute occasion possible, la soif constante d'argent constituent une course continuelle au succès, qui paraît insupportable à tout nouvel émigré.

Voilà, quant au côté social. Qu'en est-il du côté technique?

Quel est le service des cent mille ouvriers que Ford occupe chaque jour dans son entreprise gigantesque? Deux fois cent mille mains font, pendant huit heures, toujours le même geste. Le pont roulant se dévide devant les ouvriers debout. Chaque main exécute le travail qui lui incombe, dans un laps de temps calculé avec beaucoup de raffinement. Peu à peu, le pont se déroule plus vite, sans qu'on s'en aperçoive et souvent l'ouvrier, qui ne peut plus suivre, attribue ce ralentissement à sa fatigue, alors que c'est le travail qui est devenu plus accéléré. Les ouvriers n'osent pas dire un mot entre eux. Ils sont tous étrangers l'un à l'autre. Chaque ouvrier doit suivre intensément son travail pour garder sa place, sans lever les yeux un instant. Et c'est toujours le même travail automatique se répétant indéfiniment. Le premier met une vis en place, le suivant la visse fortement, le troisième perce un trou au moyen d'un perçoir automatique, etc., etc.

Sans doute, Ford laisse l'ouvrier libre de changer d'emploi au bout d'un certain temps. Mais à quoi sert ce changement, la monotnie reste la même, c'est toujours le même travail machinal, ne donnant aucune joie, n'inspirant aucun intérêt. C'est une besogne purement machinale à laquelle le cerveau reste complètement étranger. Ici, plus que partout ailleurs, les relations entre les hommes sont réduites à zéro, car l'ouvrier n'est plus qu'un simple numéro, dans cette énorme entreprise. Il n'est plus qu'une petite partie d'un grand mécanisme où toute satisfaction est morte.

Enfin, dans toutes les salles de fabrication, il existe des surveillants, des policiers, qui contrôlent le va-et-vient des ouvriers Contrairement à tout droit légal, ils sont armés de matraques et de revolvers. Ils arrêtent purement et simplement les ouvriers qui ne suivraient pas exactement l'ordre de fabrique.

Malheureusement, nous dit l'enquêteur, les syndicats ne possèdent pas une influence suffisante pour réagir, ce sont des organisations dont le but est, avant tout, de sauvegarder les intérêts économiques de leurs membres, souvent d'une manière assez égoïste, et c'est tout.

Hélas! n'en est-il pas de même dans les syndicats suissse, dirigés en grande partie par des socialistes nuance *La Sentinelle?* N'insistons pas. Mais à propos de syndicats, voici ce qu'a déclaré M. Ford senior à un *interviewer* du *Berliner Tagblatt:*

Les syndicats ouvriers n'existent pas pour moi. L'ouvrier peut être catholique, luthérien, juif ou syndicaliste, peu me chaut. Mais nous ne laissons personne s'immiscer dans les affaires de l'entreprise. Nous payons ce que nous estimons être équitable. Il n'existe pas de représentation ouvrière dans mon entreprise, car, à mon avis, les syndicats ouvriers sont l'antichambre du communisme.

Voilà qui ne manque pas de clarté. Quant au bolchevisme, M. Ford y ayant vu un intérêt très gros, il lui a donné un coup de main et paraît donc n'avoir pas même la reconnaissance du ventre. Il est notoire d'ailleurs que les bolchevistes entendent faire de leur industrialisation une *américanisation.*

Pauvres ouvriers américains et encore plus pauvres ouvriers russes!

A RELIRE

—o—

Voilà un article qui dit ce que nous-mêmes avons souvent répété. Une remarque toutefois. Le socialisme n'a jamais proclamé: « Plutôt l'insurrection que la guerre ». Invité à le faire, il s'y est toujours nettement refusé. Quant à Jaurès, bien qu'il fût sincère dans son opposition à la guerre, il est hors de doute pour nous que s'il avait vécu, il se serait affirmé pour la défense nationale... et le reste Telle phrase de lui sur l'Alsace-Lorraine nous révèle un sentiment intime, certes pas de revanchard, mais de patriote d'Etat.

Contre la guerre

Reportez-vous en pensée, au début de 1914.

L'air était irrespirable. De toutes parts éclataient, comme fruits véreux arrivés à maturité, les signes non équivoques de ce dérangement cérébral, collectif et criminel, que les esprits méthodiques appellent le chauvinisme.

L'Allemagne impérialiste pétait d'impatience. La France républicaine traînait ses revues militaires à travers le pays et le peuple marchait au pas, derrière. En Russie, le tsarisme, menacé en son fondement, se trémoussait ivre d'audace et inspiré par un prêtre cocaïnomane. Sur le trône d'Autriche-Hongrie, le couronné bicéphale jouait le matamore. Et tout à l'entour, chez les petits peuples, vibrions perdus et ignorés, la folie contaminait les classes moyennes. Quant au prolétariat, une longue pratique du parlementarisme, l'interdépendance de sa situation et de celle de l'Etat qui lui avait octroyé, par-ci par-là, quelque avantage, le poussaient vers un bavardage tragi-comique, que la mobilisation fit taire au quatrième temps.

Aujourd'hui, c'est comme hier, comme en 1914. La S. D. N. est abandonnée de Dieu et des hommes. Elle cuit dans son jus, dynamitée par les forces de putréfaction qui rongent la société. En Suisse, les foules éperdues se ruent aux revues militaires et le budget militaire devient la préoccupation dominante des autorités.

La perspective d'une guerre est évidente. Les modifications intervenues quant aux méthodes permettent le maximum de dommages avec un minimum de dépenses, de telle sorte que, même en l'état actuel d'insécurité économique, les gouvernements peuvent tenter l'aventure. Soit en France, soit en Allemagne, soit en Pologne, soit en Italie, les cercles dirigeants envisagent de nouvelles hostilités. L'esprit public bourgeois s'en réjouit. Les quelques vagues protestations de doux philosophes et de quelques femmes dont le cœur chavire d'émoi ne pèsent pas lourd dans la balance. Nous vivons sous le signe de l'hyène, animal sympathique, symbole correct de l'âme nationaliste.

Dès lors, la question se pose. Aux quelques millions d'individus qui désirent la guerre et la veulent faire, le peuple ouvrier, au nombre de quelque cent millions, doit-il obéissance, soumission, acceptation et collaboration?

Une telle question a été résolue à maintes reprises. Aucun esprit doté de quelque logique n'oserait soutenir que le droit de l'Etat sur l'individu est à ce point définitif et absolu, que le citoyen est, en toutes circonstances, un instrument. Si, comme le disait Rousseau, il y a, entre le gouvernement et le peuple, un contrat qui fait du gouvernement le serviteur du peuple, a fortiori, en une telle conjoncture, le peuple a-t-il le droit de rompre le contrat, de congédier le serviteur infidèle et, à tout le moins, de se refuser à exeécuter ses ordres. La désobéissance est un attribut de la souveraineté. La désobéissance est un droit de conscience. La désobéissance est un devoir d'humanité, lorsque le gouvernement — un ensemble peu recommandable — ordonne ce qui est mal, organise le muertre, prépare l'effondrement de la civilisation.

Au temps de sa belle époque, le socialisme avait dit: Plutôt l'insurrection que la guerre.

Cela est d'élémentaire bon sens. La formule est vraiment digne d'être reprise. Jaurès, qui n'était pas un esprit subversé ni subversif, commenta cette formule dans les termes les plus prenants. Et l'insurrection devenait, simplement, la révolte de l'humanité qui ne veut pas mourir et de la civilisation qui veut se défendre.

Et alors, la question est bien simple. Si nous sommes opposés à la guerre, si nous la considérons comme un scandale et comme un crime, nous devons tout tenter pour y mettre fin rapidement.

Cette action ne peut être une réunion parlementaire, une séance de pacifistes en redingote ou de philosophes à lunettes noires. Non.

Cet appel ne peut pas être de vigoureuses protestations avant l'appel en chambre auquel les protestataires se rendraient en rangs de quatre.

Cette action ne peut pas être une déclaration de l'Internationale socialiste dénonçant les crimes du capitalisme et les horreurs des massacres.

Non !

Il faut autre chose. Il faut une action précise, pratique, formidable, telle celle qu'a décrite si puissamment Victor Margueritte.

Et même, à mon avis, serait-il utile que les gouvernements sachent qu'elle se fera. Peut-être, devant cette menace, hésiteraient-ils encore ?

Car, à n'en pas douter, la guerre, c'est la fin de la civilisation, de l'humanité, de tout

Alors, le prolétariat est entre deux risques. Mourir sur le champ de bataille, pour le compte des forbans et des bandits qui gouvernent le monde. Mourir en faisant la guerre, celle des autres, celle du profit, de l'exploitation, du malheur, celle qui crée et perpétue la grande pitié des hommes.

Ou mourir pour avoir voulu la paix, pour l'avoir voulue avec passion, l'avoir recherchée en se dressant en justicier devant les forces troubles et animatrices des tueries.

Ou mourir pour avoir fait la guerre, ou mourir pour avoir voulu la paix.

En face de cette alternative, on ne saurait hésiter. Si l'on hésite, alors la preuve est faite. Nous sommes mûrs pour la guerre. Mais si, délibérément, passionnément, le prolétariat choisit la voie sacrée, s'il saisit sa force afin que, par elle, la force de destruction soit vaincue, alors il est mûr pour sa libération.

Ayant voulu sauver sa vie, par la guerre, en y participant, il est certain de la perdre.

En consentant à la perdre pour le salut de la civilisation, de la justice, il sauvera celle de milliers et de millions.

Choisir, tout est là, à cette heure tragique.

Que l'esprit d'autrefois, que tous les esprits qui, au travers des siècles, préférèrent la vérité à l'erreur — quoi qu'il arrive —, que ceux qui furent des révoltés spirituels et des révoltés dans la tranchée sociale; que ceux qui conquirent, par leur sacrifice, un peu de lumière et de liberté; que tous les voyants et tous les indomptables nous inspirent et nous pénètrent et de leur pensée et de leur vie.

Risquer le tout, c'est sauver le tout.

Il faut choisir !

(Le Travail.) P. GOLAY.

Gino d'Ascanio

Nous empruntons au journal La Volonté, *de Paris, les lignes suivantes de Georges Pioch :*

AU TABLEAU DE CHASSE
DE M. MUSSOLINI

Dans les journaux, ce matin, cette information :

« Luxembourg, 11 septembre. — Gino d'Ascanio qui, en avril 1929, tua M. Arcona, consul général d'Italie à Luxembourg et qui avait été condamné par la cour d'assises de Luxembourg à 15 ans de travaux forcés, s'est pendu dans sa prison. »

Gino d'Ascanio; un homme traqué. Une victime entre tant que fait le fascisme dans son acharnement à désespérer, à vouloir réduire et perdre, sous tous les ciels auxquels ils demandent asile, les Italiens qui ont préféré l'exil et le malheur à la gloire, indubitablement romaine, d'augmenter de leur nombre le troupeau des moutons enragés qui broutent l'ombre de M. Mussolini.

Enviables ceux qui, tel Berneri, ont de philosophie naturelle et cultivée assez pour dominer sur eux-mêmes et, par cela, sur leurs persécuteurs! Leur claire raison les garde d'être les meurtriers qu'on les excite à devenir.

Mais il y a les autres: intacts dans l'instincts, plus simples, plus spontanés, ceux-là souffrent impatiemment l'adversité, la fourbe, la férocité qui les pressent. Le moyen est partout le même qu'on a de les pousser à bout: leur refuser le passeport qu'ils sollicitent pour tenter ailleurs une chance qui les fuit, ou leur en faire attendre si longtemps l'octroi qu'ils perdent, enfin, le seul bien que malgré tout ils conservaient: la tête, qu'ils n'ont pas très solide et, surtout, pas sereine. Un jour, las de cette chasse quotidienne et sournoise, excédés, rendus, préférant d'en finir coûte que coûte, ils ripostent.

Le gibier a eu raison du chasseur.

Morne histoire, aussi vieille, d'ailleurs, chez les hommes, que celle de la tyrannie.

C'est l'histoire de Gino d'Ascanio.

Robert Lazurick, qui assumait sa défense, à laquelle il s'est prodigué avec une éloquence où la raison et le cœur s'accordaient parfaitement, m'avait demandé de témoigner pour lui devant la cour d'assises du Luxembourg, qui est composée de cinq magistrats, experts à démesurément allonger les lenteurs ordinaires à la Justice. Pendant que je tentais de les émouvoir, j'avais, ouverts grandement sur moi, et pleins d'une candeur très triste, les yeux d'Ascanio, qui étaient ceux d'un enfant. Quand j'eus achevé, il eut un faible sourire, comme pour me dire: « Vous êtes bien gentil. Mais je le sais, mon compte est bon. »

Quinze ans de prison. C'était le minimum, puisqu'on ne l'acquittait point. Il reçut avec indifférence l'arrêt, qui le retranchait du nombre des vivants. Peut-être, son parti était-il pris déjà? Quinze ans de prison, alors même que le travail n'y serait pas forcé, c'est quinze ans à mourir, jour à jour, en sachant, chaque jour un peu mieux, qu'on en meurt! Ascanio a trouvé moins cruel de presser lui-même le moment de sa délivrance.

Et c'est un homme libre, un de plus, qui s'inscrit au tableau de chasse de M. Mussolini, cet ignoble louvetier de la chose romaine !

Nous pouvons ajouter ces renseignements. Certes, la raison de D'Ascanio avait été soumise à une rude épreuve et tout n'a pas été fait par le directeur du pénitencier du Luxembourg, pour ne pas aggraver son état mental. Au contraire, il avait fait remettre au condamné une lettre venant d'Italie et lui relatant les persécutions auxquelles sa famille, ses parents et amis étaient en butte, ce qui ne pouvait qu'aggraver ses troubles. On lui dit même que s'il devenait nécessaire de le transférer dans un asile d'aliénés, le Luxembourg n'en ayant pas une spéciale pour détenus, il serait livré à l'Italie. Ce fut le coup de grâce: il se vit soumis aux pires tortures, aux mains de ses ennemis les plus cruels, et alors il préféra en finir.

Les morts pèsent! a sentencé Mussolini. Or, leur nombre et leur poids s'accroissent chaque jour...

Notes en marge

Magnifique victoire.

La presse bolcheviste nous parle de la magnifique victoire du prolétariat révolutionnaire en Allemagne. Pensez donc, sur 35 millions de votants les communistes obtiennent 4,600,000 voix. Ils représentent donc un peu plus du septième des électeurs. Ce n'est pas tout. Les fascistes obtenaient en même temps 6,400,000 voix, soit une bonne trentaine de députés de plus que les communistes, et se trouvent aussi être avec plus de raison de « magnifiques vainqueurs ».

Est-ce le fascisme ou le bolchevisme donc qui a triomphé? Ou les deux principes sont opposés et le fascisme a de toute évidence une notable avance sur le bolchevisme, ou les deux ne forment qu'un seul principe — et nous ne sommes pas loin de le croire — et alors il n'y a vraiment pas de quoi se réjouir pour le prolétariat révolutionnaire. Sans compter que nous avons vu en Italie bolchevistes et bolchevisants obtenir 150 sièges contre 25 aux fascistes, et le résultat a été la catastrophe que chacun connaît.

Plan quinquennal.

D'aucuns nous annoncent des résultats merveilleux obtenus par ce plan. Malheureusement l'arrestation de quelques-uns parmi ceux qui l'ont établi ressemble trop à la mise en disponibilité ou à la retraite de généraux après une bataille perdue.

La situation doit être bien grave si nous en jugeons par les deux dépêches suivantes de l'agence officielle russe Tass:

Moscou 20 septembre. — Le département politique d'Etat, après avoir examiné l'affaire des spéculateurs et accapareurs de monnaies d'or et d'argent, a condamné à mort huit des plus importants receleurs, convaincus aussi de menées contre-révolutionnaires actives. Les autres accusés, au nombre de 438, ont été condamnés à la déportation.

Moscou, 24 septembre. — Le collège du Département politique d'Etat, chargé d'examiner l'affaire des contre-révolutionnaires inculpés d'association pour la désorganisation du ravitaillement de la population, a condamné à mort les dirigeants de cette organisation: le prof. Alexandre Riazantzew, Eugène Karatiguine et 46 autres organisateurs et participants actifs de ce groupe. La sentence a été exécutée.

De telles mesures ne se comprennent que par des situations désespérées, autrement elles témoigneraient d'une férocité aveugle. La dictature soi-disant du prolétariat paraît de plus en plus en être au même point que la dictature fasciste.

Fernand De Rosa.

Le jeune socialiste Fernand De Rosa vient d'être condamné à la lourde peine de cinq ans de réclusion, pour attentat contre le prince royal d'Italie à Bruxelles, où ce dernier s'était rendu pour des fiançailles, suivies plus tard d'un mariage qui ne paraît guère être heureux.

L'acte d'accusation constate que des cinq projectiles, trois étaient tombés au moment de se saisir de l'arme. Le coup tiré contre le prince est passé à 5 m. 60 à gauche et à 1 m. 60 au-dessus de sa tête. D'autre part, De Rosa a tiré à 34 mètres de distance, alors que son arme ne pouvait donner la mort qu'à un maximum de vingt mètres. De toute évidence, De Rosa n'a voulu que se livrer à un acte de protestation contre la dynastie italienne qui a remis le pouvoir au fascisme criminel.

Au moment de son arrestation, il a été sauvagement frappé, bien qu'il n'ait opposé aucune résistance. Les policiers ont fait preuve de l'habituelle lâcheté, lorsqu'ils savent n'être plus en présence que d'un homme désarmé.

Devant la Cour d'assises, De Rosa a eu une attitude fière et digne. Il a revendiqué hautement la responsabilité de son acte et n'a guère cherché à en diminuer la portée. Chose étrange, l'acte d'accusation insiste que personnellement De Rosa n'avait pas de grands motifs à se plaindre du fascisme. D'abord, il en avait d'assez importants, mais n'est-il pas encore plus noble de se révolter au nom des souffrances d'autrui que des siennes?

Le jeune antifasciste, impatient d'agir, n'a pu attendre qu'un grand mouvement se déclenche; il s'est jeté seul dans un conflit dont il savait l'issue terrible pour lui. Son exemple est à souligner au milieu de l'apathie du grand nombre et des hésitations de beaucoup à livrer la moindre escarmouche contre l'ennemi.

Société des Nations.

Les conservateurs eux-mêmes commencent à en désespérer. C'est ainsi que le *Jour-nal de Genève* fait à la dernière discussion à la S. D. N. le commentaire suivant:

Cette discussion nous a inspiré de la tristesse parce qu'elle a été traversée d'une idée inexprimée, mais sans laquelle rien de ce qui s'est dit n'aurait de sens, l'idée que la S. D. N. a irrémédiablement échoué dans sa tâche; et elle nous a laissé de l'amertume parce que, commencée dans une équivoque inconsciente, elle s'est terminée dans une équivoque absolue.

Echec irrémédiable de l'oeuvre entreprise! voilà l'idée inexprimée mais commune à tous les délégués à la S. D. N., si bien que leurs débats commencés dans une équivoque inconsciente — n'était-elle pas plus que consciente, voulue? — se sont terminés dans une équivoque absolue, autrement dit dans une ambiguité trompuese.

Et le même *Journal de Genève* fait encore ces tristes réflexions:

Il y a de quoi être découragé, et l'on a bien senti, au cours de ce débat, que beaucoup d'homes généreux le sont. On n'a pas entendu, à côté des critiques nécessaires les paroles habituelles d'espoir et de confiance. Et pourquoi? La Société des Nations a-t-elle failli? Elle n'a eu cette année qu'un seul échec sérieux: les gouvernements ont refusé la trêve douanière. Sont-ils disposés maintenant à l'accepter ou même à aller plus loin, vers un désarmement économique sincère? Si oui qu'on renvoie la question à la S. D. N.; celle-ci n'aura pas de peine à réussir. Sinon à quoi bon laisser croire aux peuples qu'on va obtenir des miracles alors qu'on est décidé à ne rien faire du tout? Et pourquoi détourner sur la S. D. N. la colère des peuples qui doit aller aux gouvernements eux-mêmes?

Colère des peuples contre les gouvernements! Cela a une petite saveur révolutionnaire et comme le même *Journal de Genève* n'a pas hésité à nous dire qu'il craint davantage la révolution que la guerre, il ne reste en somme plus que le recours à cette dernière!

Aux travailleurs d'y songer et d'agir.

Jeunesse socialiste.

Ce sympathique groupement, dans un compte rendu de sa séance du mercredi 24 septembre, dit avoir

constaté une fois de plus, par les résultats des élections allemandes et par l'échec du gouvernement anglais dans l'affaire des Indes, que la collaboration des socialistes dans un pouvoir bourgeois ne peut être favorable qu'à la bourgeoisie.

Il faut qu'un gouvernement socialiste soit assez fort pour imposer sa volonté, sinon mieux vaut démissionner et passer dans l'opposition active.

Nous voudrions faire observer ici que le problème n'est pas un problème de forces parlementaires. La bourgeoisie dispose toujours d'autres forces autrement redoutables. Rien de plus évident que la bourgeoisie seule se trouve favorisée par une collaboration gouvernementale socialiste. Mais cette constatation faite, que faut-il en conclure?

Prenons l'exemple de l'Allemagne. Les socialistes refusent de participer au pouvoir. Les fascistes le prennent pour les chasser des places qu'ils occupent — ce qui nous laissent indifférents — et pour faire un coup d'Etat aboutissant à une dictature infâme comme celle de Mussolini. Que faire contre une telle possibilité?

Voilà la question essentielle qu'il ne servirait à rien d'escamoter et à laquelle l'intransigeance théorique et l'opposition parlementaire la plus active ne suffisent certes pas à donner une solution.

Fous furieux.

Dans les environs de Rome, il y a eu dernièrement de grandes manœuvres de chemises noires, en présnece de Mussolini qui a harangué ainsi les brutes qui l'écoutaient:

Soyez fiers de votre chemise noire, surtout lorsqu'elle s'accompagne du gris-vert glorieux du fantassin qui brisa l'ennemi à Vittorio Veneto.

Aimez le mousqueton, adorez la mitrailleuse et dans cette gamme de sentiments n'oubliez pas le poignard. Le jour viendra où je vous ordonnerai de le dégaîner pour la puissance de la révolution.

La canaille persiste à appeler révolution la plus odieuse des réactions. Les chemises noires lui répondirent en entonnant la chanson :

Le poignard, le poignard que nous portons est d'acier, est d'acier trempé.

L'Allemand, l'Allemand l'a éprouvé.

Et le journal officiel *Milizia fascista*, auquel nous empruntons ce récit, termine par ces mots:

Messieurs d'outre-frontière, sans doute quelqu'un parmi vous veut éprouver notre poignard. Prenez-en note; il l'éprouvera. Venez donc, à qui le tour?

On frémit en songeant que de tels fous exercent un pouvoir absolu sur quarante-deux millions d'hommes! Et il y en a pour nous proposer après celle-là de faire l'expérience d'une autre dictature !

Nos principes

Il y aura bientôt soixante années que les anarchistes, réunis à Saint-Imier, énonçaient en opposition à Karl Marx leur programme que voici:

LUTTE POLITIQUE

Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :

1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

2° Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse puor le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains